
INTRODUCTION

Manuel Borrego

Université de Marie et Louis Pasteur, CRIT (UR 3224)

Rubén González Cuerva

Instituto de Historia, CSIC

Giuseppe Mrozek Eliszczynski

Università «G. d'Annunzio» di Chieti-Pescara

Des systèmes de délégation du pouvoir souverain à travers des favoris et des premiers ministres ont existé dans différents contextes de l'histoire, mais seul le XVII^e siècle est resté dans les mémoires comme le siècle du ministériat.¹ Ainsi, ce style de gestion implicitement illégitime et même corrompu a été associé à un siècle de crises, où l'éclatante Renaissance du XVI^e siècle est généralement opposée au ténébrisme baroque. Le XVII^e siècle s'est soldé par une stagnation démographique généralisée en Europe, entre les horreurs de la Guerre de Trente Ans et le passage de l'hégémonie des Habsbourg à celle des Bourbons. Il y a un bon nombre de facteurs socio-économiques ou politiques dans lesquels on peut observer d'importantes transformations. Les auteurs pionniers des années 1930, témoins de la montée des totalitarismes en Europe, ont mis l'accent sur la crise du XVII^e siècle ou sur l'aspect idéologique et le remplacement des références culturelles (dans le cas de Paul Hazard) ou sur le facteur politique et la dissolution institutionnelle (dans le cas de Merriman).² Dans les années 1950, avec l'essor de l'historiographie marxiste, la proposition d'une "crise générale du XVII^e siècle" d'ordre socio-économique, forgée par Eric Hobsbawm dans un article homonyme pour *Past & Present* en 1954, a triomphé. En réponse à cette vision, Hugh Trevor-Roper a souligné en 1959 que l'élément clé résidait dans la rupture des relations entre la société ("the Country") et l'État ("the Court"). Cette approche a été poursuivie par Henry Kamen, qui décrit un "siècle de fer" marqué par la paupérisation et la crise sociale. Dans le cadre de ce débat, l'interprétation globale la plus récente est celle de

1. Jean Bérenger, "Pour une enquête européenne : le problème du ministériat au XVII^e siècle", *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, vol. 29, n° 1, 1974, p. 166-192.

2. Paul Hazard, *La crise de la conscience européenne, 1680-1715*, Paris, Boivin et Cie, 1935 ; Roger B. Merriman, *Six contemporaneous revolutions*, Oxford, Clarendon Press, 1938, p. 211. Une analyse récente dans Francesco Benigno, "Repensar las «seis revoluciones contemporáneas» del siglo XVII", *Espacio Tiempo y Forma. Serie IV, Historia Moderna*, n° 35, 2022, p. 309-320.

Geoffrey Parker qui, à une époque plus sensible à l'urgence climatique, a mis l'accent sur le poids du "Petit Âge glaciaire" qui se produisit à cette époque pour expliquer des phénomènes critiques.³

En ce qui concerne les transformations politiques européennes, le schéma élaboré par Heinz Schilling s'avère pertinent. Celui-ci distingue trois forces motrices dans les dynamiques de pouvoir de ce siècle, sous la période comprise entre 1559 et 1660 : dynastie, confession et intérêt étatique, qui se sont mélangés et ont alterné à des degrés divers.⁴ Du point de vue dynastique, l'hégémonie des Habsbourgs s'est effacée face à celle Bourbons de France, sans que la logique patrimoniale perde son rôle de légitimation pour les systèmes politiques prémodernes. Sur le plan confessionnel, les guerres de religion destructrices et illimitées qui ont ravagé le nord de l'Europe (la Guerre de Flandre, les guerres de religion en France, la Guerre de Trente Ans) ont considérablement diminué après 1648. On a implicitement accepté que ces différences ne pouvaient pas légitimer de nouveaux conflits. Enfin, une nouveauté s'est imposée avec l'intérêt étatique, transcendant les catégories précédentes et incluant des causes aussi pragmatiques et peu idéalistes que les différends commerciaux, comme dans le cas de la première guerre anglo-hollandaise de 1652-1654.⁵

Ce cadre intrinsèquement conflictuel a également été mis en relation avec l'existence du ministériat, car les favoris royaux avaient besoin de la guerre pour justifier et maintenir leur contrôle du gouvernement, une réalité reconnue et critiquée par certains contemporains.⁶ Traditionnellement, on considère que la résolution de cette conflictualité a été trouvée avec la paix de Westphalie de 1648, qui a servi de rupture fondamentale car à partir de ce moment-là, il est possible de parler de la naissance de l'ordre international. Celui-ci s'est constitué sur la base d'un concert entre les puissances à travers des congrès de paix et d'une notion partagée de la diplomatie et de l'équilibre continental. Cependant, la valeur totemique de 1648 est en train d'être réévaluée, et l'on parle même du "mythe de Westphalie", car cette paix a eu un effet

3. Eric J. Hobsbawm, "The General Crisis of the European Economy in the 17th Century", *Past & Present*, n° 5, 1954, p. 33-53 y n° 6, 1954, p. 44-64 ; Hugh Trevor-Roper, "The General Crisis of the 17th Century", *Past & Present*, n° 16, 1959, p. 31-64 ; Henry Kamen, *The Iron Century: Social Change in Europe, 1550-1660*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1971 ; Geoffrey Parker, "Crisis and Catastrophe: The Global Crisis of the Seventeenth Century Reconsidered", *American Historical Review*, vol. 113, n° 4, 2008, p. 1053-1079.

4. Heinz Schilling, *Konfessionalisierung und Staatsinteressen. Internationale Beziehungen 1559–1606*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2007, p. 1-16 ; Daniel H. Nexon, *The Struggle for Power in Early Modern Europe: Religious Conflict, Dynastic Empires, and International Change*, Princeton, Princeton University Press, 2009, p. 3-14.

5. Jeroen Duindam, *Dynasties: A Global History of Power, 1300-1800*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015 ; David Onnekink, *War and Religion After Westphalia 1648-1713*, Farnham, Ashgate, 2009 ; Marjolein 't Hart, *The Dutch Wars of Independence: Warfare and Commerce in the Netherlands 1570-1680*, Abindon, Routledge, 2014.

6. Alistair Malcolm, *Royal Favouritism and the Governing Elite of the Spanish Monarchy, 1640-1665*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 13.

assez limité et, dans tous les cas, la continuité des logiques dynastiques a continué à avoir un poids substantiel.⁷

Si, dans la relation entre les puissances, ce consensus s'est imposé à l'intérieur de chaque organisation politique, la tension entre les territoires d'une part et les intérêts des élites d'autre part a conduit à une crise généralisée dans les années 1640, avec des épisodes aussi marquants que les guerres civiles anglaises, les frondes en France et les révoltes provinciales de la Monarchie hispanique, qui se sont soldées par l'indépendance du Portugal et la séparation de la Catalogne. Le modèle explicatif consolidé depuis les années 1990 est celui de monarchies composées dont l'articulation montrait des signes de faiblesse et qui ont surmonté la crise par une renégociation des relations entre la cour et les élites.⁸ Plus récemment, d'autres modèles ont été proposés, parmi lesquels deux se distinguent : d'une part, le modèle des systèmes polycentriques, lequel ne place plus l'accent sur la monarchie dynastique et souligne que les systèmes politiques fonctionnaient à partir d'une coordination changeante entre les républiques urbaines, de sorte que les systèmes républicains néerlandais ou génois ne sont plus une réalité exceptionnelle ; d'autre part, l'accent a été mis sur la nature courtoise des monarchies modernes pour promouvoir un modèle coordonné juridictionnellement sous la forme d'une monarchie de cour ou vice-royale⁹. Cependant, ces approches coexistent actuellement avec l'essor de l'histoire globale, qui, pour cette période, se concentre sur l'idée d'empires coloniaux et de leurs échanges au-delà de l'Europe, adoptant généralement des approches plus flexibles sur le plan institutionnel et présentant un grand potentiel de développement historiographique.¹⁰

En définitive, le siècle du ministériat est encadré par ce contexte de changements profonds dans les relations européennes et mondiales et de déséquilibres sérieux dans la structure interne de chaque monarchie ou république. Celui-ci consiste, comme on le sait, en la sélection plus ou moins volontaire par le monarque d'un individu à qui il délègue des pouvoirs exceptionnels pour accélérer l'action politique, avec un risque supposément plus limité de mettre gravement en danger l'institution monarchique.

Le ministériat était inhérent à l'époque de la politique confessionnelle, lorsque la division religieuse en Europe détruisait les anciennes règles et faisait coexister une

7. Andreas Osiander, "Sovereignty, International Relations, and the Westphalian Myth", *International Organization*, n° 55, 2, 2001, p. 251-287.

8. John H. Elliott, "A Europe of Composite Monarchies", *Past & Present*, n° 137, 1992, p. 48-71.

9. Manuel Herrero Sánchez, "Paz, razón de estado y diplomacia en la Europa de Westfalia. Los límites del triunfo del sistema de soberanía plena y la persistencia de los modelos policéntricos (1648-1713)", *Estudis: Revista de historia moderna*, n° 41, 2015, p. 43-65 ; Manuel Rivero Rodríguez, "El conde duque de Olivares y los territorios: notas al debate sobre la composición de la Monarquía", María Ángeles Pérez Samper, José Luis Betrán Moya (eds.), *Nuevas perspectivas de investigación en Historia Moderna: economía, sociedad, política y cultura en el mundo hispánico*, Barcelona, Universidad Autónoma de Barcelona, 2018, p. 494-514.

10. Jane Burbank & Frederick Cooper, *Empires in World History: Power and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2010, p. 117-184 ; Bartolomé Yun-Casalilla, *Iberian World Empires and the Globalization of Europe 1415-1668*, Singapore, Palgrave Macmillan, 2019.

légitimité traditionnelle basée sur le droit et une nouvelle légitimité basée sur la foi. Dans cet espace sans règles partagées, les décisions royales étaient soumises à une incertitude inédite et à un risque significatif pour la conscience. En raison de cette nécessité de cautionner les politiques, des personnages puissants, des confesseurs influents et des conseillers spirituels de toutes sortes sont légion au cours de ces décennies. Des personnalités telles que les cardinaux Richelieu et Mazarin ont été capables de concilier le rôle politique et religieux, tandis que dans les cours de Madrid ou de Vienne, des confesseurs royaux très influents se sont succédé, tels que Luis de Aliaga avec Philippe III ou Wilhelm Lamormaini avec l'empereur Ferdinand II.¹¹

Un autre aspect sur lequel on insistera dans les diverses contributions des pages qui vont suivre concerne le caractère politique du ministériat. La présence simultanée de puissants favoris à la tête des principales monarchies européennes du XVII^e siècle n'était pas seulement dictée par des facteurs de nature socio-économique, même si ceux-ci étaient indéniables et ont contribué à créer une catégorie historiographique très utilisée, celle de la "Crise du XVII^e siècle". Cependant, ce ne fut pas seulement une période prolongée de récession économique et de contraction de la population et du volume commercial. Ce ne fut pas non plus la continuation d'une série presque interminable de conflits internationaux, ni l'émergence de nouvelles et contraignantes conditions naturelles sur le vieux continent - la "Petite Ère glaciaire" - qui ont permis et presque provoqué l'essor des favoris.¹² La relation entre ces derniers et leurs souverains ne peut pas non plus s'expliquer uniquement à partir de dynamiques psychologiques, de relations souvent jugées d'une nature morbide,¹³ ou de conflits entre des personnalités de tempéraments différents, dans lesquels le personnage plus faible, le roi, finissait par être dominé par la "passion du commandement" du tempérament plus fort, celui du favori.¹⁴

Les motivations de ce phénomène complexe en Europe étaient également en lien avec un besoin de réorganisation de l'appareil gouvernemental : après une génération de souverains qui avaient fermement maintenu les rênes du gouvernement dans

11. Robert Bireley, *Religion and Politics in the Age of the Counterreformation: Emperor Ferdinand II, William Lamormaini, S.J., and the Formation of Imperial Policy*, Chapel Hill (NC), The University of North Carolina Press, 1981, p. 160-164 ; Nicole Reinhardt, *Voices of Conscience. Royal Confessors and Political Counsel in Seventeenth-Century Spain and France*, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 183-194 ; Manuel Rivero Rodríguez, "Diplomacia, dinastía y confesión: La Guerra de los Treinta Años y el nacimiento de la política exterior en la Europa moderna", *Vínculos de Historia*, n° 7, 2018, p. 61-78.
12. Geoffrey Parker, *Global Crisis. War, Climate Change & Catastrophe in the Seventeenth Century*, New Haven, Yale University Press, 2014. Pour un résumé du débat historiographique sur la crise du XVII^e siècle, cf. Francesco Benigno, "Rethinking the Crisis of the Seventeenth Century", chapitre 2 de son ouvrage *Mirrors of Revolution. Conflict and Political Identity in Early Modern Europe*, Turnhout, Brepols, 2010.
13. Elizabeth W. Marvick, "Favorites in Early Modern Europe: a Recurring Psychopolitical Role", *Journal of Psychohistory*, n° 10, 1983, p. 463-489.
14. Gregorio Marañón, *El conde duque de Olivares (La pasión de mandar)*, Madrid, Espasa-Calpe, 1936.

la seconde moitié du XVI^e siècle, alternant leur faveur entre les divers courtisans et leurs factions respectives dans la cour, les héritiers de ces souverains ont décidé, au contraire, de faire confiance au travail d'hommes en qui ils avaient une confiance absolue, déléguant des parts croissantes de pouvoir et d'autorité. Et ils ne l'ont pas fait parce qu'ils étaient apathiques ou faibles de caractère, mais parce que la machinerie bureaucratique et administrative des monarchies européennes était devenue alors trop grande et complexe pour être gouvernée par une seule personne, le roi, qui ne disposait de la formation et des outils appropriés pour faire face à une si lourde tâche. En s'appuyant sur un favori ayant les pleins pouvoirs, le monarque ne déléguait pas seulement tout ou partie de son pouvoir entre les mains de ce dernier, mais parvenait également à rendre plus efficace et rapide une machine bureaucratique et administrative souvent lente et fastidieuse, car le gouvernement des favoris était caractérisé, entre autres par le placement de parents, d'amis et d'alliés du favori à tous les postes clés du pouvoir, tant à la cour que dans les divers territoires qui formaient les "monarchies composées" de cette époque. De cette manière, on contournait le système établi, alourdi par les conseils et secrétaires, qui, dans une période de guerre et de gouvernement d'urgence, nécessitant des décisions rapides et une exécution immédiate, n'était plus adapté.

L'existence du ministériat impliquait presque nécessairement une dynamique factionnelle dans les différentes cours où ils opéraient, car l'identification de la politique des monarchies à leurs respectifs favoris les rendait la cible de toutes les critiques (préservant ainsi la personne royale) et favorisait la création d'une faction opposée dans chacune d'elles, se présentant comme une alternative de remplacement à celle du favori.¹⁵ Cela entraînait des discussions et des critiques qui touchaient aussi bien la personne et la politique du favori du roi que la viabilité d'un tel système, perçu par beaucoup comme une anomalie inacceptable dès lors que le régime monarchique était censé reposer sur une seule tête. Il était considéré, en conséquence, comme une perturbation significative du fonctionnement de l'institution monarchique.

En d'autres termes, c'était précisément la nature politique du gouvernement des favoris qui suscitait les critiques présentées dans la majorité des essais rassemblés dans ce volume : si le pouvoir du roi reposait sur le droit divin, et qu'en vertu de celui-ci une obéissance était due au roi, qu'est-ce qui justifiait la présence même et ensuite l'autorité d'un favori dont le pouvoir n'était assujéti à aucune règle, ne reposait sur aucune tradition ou coutume, et certainement ne pouvait être affirmé comme étant voulu par Dieu, mais reposait uniquement sur la faveur du souverain ? Jusqu'où ce pouvoir pouvait-il aller ? Les sujets anglais, et en particulier le Parlement anglais, devaient-ils réellement obéir aux ordres d'un aristocrate de second rang comme George Villiers, duc de Buckingham, dont tout le monde savait qu'il avait obtenu son pouvoir en profitant de son rôle d'amant du roi Jacques Ier ? Les Français devaient-

15. Rubén González Cuerva & Alexander Koller, "Photography of a Ghost: Factions in Early Modern Courts", Rubén González Cuerva & Alexander Koller (eds.), *A Europe of Courts, a Europe of Factions: Political Groupings at Early Modern Centres of Power (1550-1700)*, Leiden, Brill, 2017, p. 1-19.

ils vraiment obéir à un cardinal étranger comme Giulio Mazzarino, qui pouvait être sous l'influence du Pape ? De manière plus générale, la question qui émergeait avec insistance du débat politique et intellectuel européen portait non seulement sur les limites du pouvoir du favori, mais encore, nécessairement, sur les limites du pouvoir du souverain : en fin de compte, on remettait en question le fait de savoir si la faveur du souverain était réellement suffisante pour accorder à un seul courtisan un pouvoir sans précédent, lui permettant de s'enrichir et d'accumuler du pouvoir pour lui-même et pour sa famille, ce qui faisait dire à un auteur comme Jerónimo de Sepúlveda, dans l'Espagne de Philippe III, que "Lerma n'est pas seulement le soutien du roi, il est le roi".¹⁶ Ce n'est pas par hasard, et bien que cela puisse sembler paradoxal, que la meilleure façon de défendre le travail de celui qui remplaçait en tout ou partie le roi au sommet de la monarchie était de réaffirmer le pouvoir absolu et incontestable du roi lui-même. Ainsi, si le roi connaissait et autorisait les décisions et actions spécifiques prises par son favori et par ses collaborateurs les plus proches, personne ne pouvait remettre en question la bonne foi et l'honnêteté de ceux qui s'étaient limités à obéir aux ordres de leur seigneur et avaient agi comme de simples exécutants de la volonté royale.¹⁷

La nature politique du régime du favori a été soulignée par une historiographie qui a considérablement augmenté au cours des cinquante dernières années. Bien qu'il soit impossible de la passer en revue ici de manière exhaustive, il est nécessaire d'établir quelques points de référence dans ce débat international déjà bien établi. Le début d'une véritable réflexion sur le gouvernement des favoris européens remonte, *grosso modo*, aux années 1970, une période de profonds changements, tant au niveau culturel qu'historiographique. La crise de l'historiographie marxiste la plus orthodoxe, la remise en question de paradigmes conceptuels jusque-là incontestés, tels que l'État moderne, et l'utilisation de catégories et de concepts empruntés aux sciences sociales, tels que "faction" et "clientélisme", ont conduit à une nouvelle manière de comprendre la politique à l'époque moderne, replaçant la cour au centre et réaffirmant son rôle, non seulement en tant que lieu d'oisiveté et de parasitisme social, mais aussi en tant que siège du pouvoir.

Dans ce climat intellectuel renouvelé, il a été possible de commencer à dépasser des traditions d'interprétation profondément enracinées, qui considéraient l'époque des favoris soit comme une période de crise et de décadence manifestes – on peut penser, dans le cas espagnol, aux études d'auteurs tels qu'Antonio Cánovas del Castillo¹⁸

16. Jerónimo de Sepúlveda, *Historia de varios sucesos y de las cosas notables que han acaecido en España y otras naciones desde el año de 1584 hasta el de 1603*, Madrid, Imprenta Helénica, 1924, p. 262.

17. Giuseppe Mrozek Eliszczynski, *Bajo acusación: el valimiento en el reinado de Felipe III. Procesos y discursos*, Madrid, Polifemo, 2015.

18. Dans ses œuvres, Cánovas del Castillo se montre toujours très critique envers Lerma et son gouvernement, tandis que le jugement sur Olivares, initialement négatif dans la *Historia de la decadencia de España desde Felipe III hasta Carlos II* (1910), s'adoucit dans *Bosquejo histórico de la Casa de Austria en España* (1911).

ou Julián Juderías¹⁹ – soit comme une parenthèse seulement importante dans la mesure où elle présageait ce qui se passerait ensuite : la fin de Buckingham annonçait la première révolution anglaise, de la même manière que les gouvernements de Richelieu et Mazarin préparaient le terrain pour la grandeur de la France de Louis XIV.

Outre l'article fondamental de Jean Bérenger dans les *Annales* de 1974, qui a posé pour la première fois le problème d'une lecture européenne du "ministériat" en tant que phénomène véritablement international²⁰, il y avait cependant eu quelques antécédents importants : c'est le cas des réflexions de Francisco Tomás y Valiente, qui avait souligné l'importance des favoris dans l'évolution institutionnelle de la monarchie espagnole et comme étape intermédiaire vers la figure pleinement moderne du premier ministre ;²¹ auquel on peut ajouter les recherches d'Orest Ranum, qui réfléchissait dans les mêmes années sur le réseau de contacts et de pouvoir qui avait permis à Richelieu de gouverner la France d'une manière nouvelle.²² Mais c'est, comme on l'a dit, à partir des années 1970 que les favoris européens ont commencé à faire l'objet d'une attention croissante de la part de l'historiographie : une série impressionnante d'études, en particulier dans le monde anglo-saxon, se sont arrêtées aussi bien sur certains protagonistes des cours européennes du XVI^e siècle, qui figuraient également souvent sur la liste des favoris européens,²³ que sur les exemples les plus célèbres du XVII^e siècle.²⁴

-
19. Julián Juderías porte également un jugement très négatif sur les favoris espagnols, en particulier sur le duc de Lerma et ses hommes de confiance : "Un proceso político en tiempo de Felipe III: Don Rodrigo Calderón, Marqués de Siete Iglesias. Su vida, su proceso y su muerte", *Revista de Archivos, Bibliotecas y Museos*, n° 9, 1905, p. 334-365, n° 10, 1906, pp. 1-31 ; *Los favoritos de Felipe III. Don Pedro Franqueza conde de Villalonga secretario de Estado*, Madrid, Imp. de la Revista de Archivos, 1909 ; "Los comienzos de una privanza", *La Lectura*, n° 15, septembre 1915, p. 62-71, 405-414 ; "Siluetas políticas de antaño: un monarca del siglo XVII y sus privados", *La Lectura*, n° 16, septembre 1916, p. 38-56.
20. Bérenger, "Pour une enquête européenne", *op. cit.*, p. 166-192.
21. Francisco Tomás y Valiente, *Los validos en la monarquía española del siglo XVII*, Madrid, Instituto de Estudios Políticos, 1963.
22. Orest Ranum, *Richelieu and the Councillors of Louis XIII: a Study of the Secretaries of State and Superintendents of Finance in the Ministry of Richelieu 1635-42*, Oxford, Clarendon Press, 1963.
23. William S. Maltby, *Alba: a biography of Fernando Alvarez de Toledo, third duke of Alba, 1507-1582*, Berkeley, University of California Press, 1983 ; James M. Boyden, *The Courtier and the King: Ruy Gómez de Silva, Philip II and the Court of Spain*, Berkeley-Los Angeles-Oxford, University of California Press, 1995.
24. Richard Bonney, *Political change in France under Richelieu and Mazarin 1624-61*, Oxford, Oxford University Press, 1978 ; Roger Lockyer, *Buckingham. The Life and Political Career of George Villiers First Duke of Buckingham 1592-1628*, London-New York, Longman, 1981 ; Id., "An English valido? Buckingham and James I", Richard Ollard, Pamela Tudor-Craig (eds.), *For Veronica Wedgood These: Studies in Seventeenth century History*, London, Collins, 1986, p. 45-58 ; Joseph Bergin, *Cardinal Richelieu: Power and the Pursuit of Wealth*, New Haven-London, Yale University Press, 1985 ; Joseph Bergin, Laurence Brockliss (eds.), *Richelieu and His Age*, Oxford, Clarendon Press, 1992 ; Francesco Benigno, *L'ombra del re. Ministri e lotta politica nella Spagna del Seicento*, Venezia, Marsilio, 1992.

Au cours de cette période d'études, dont la phase de plus grande productivité peut être considérée comme ayant pris fin au milieu des années 1990, la figure de John H. Elliott s'est certainement démarquée. Ses recherches sur les favoris, et donc non seulement la monumentale biographie du comte-duc d'Olivarès, ont presque établi un canon, largement suivi dans les décennies suivantes, sur la manière dont le phénomène du favoritisme et de ses protagonistes devrait être étudié.²⁵ Dans un célèbre ouvrage édité par Elliott lui-même et Laurence Brockliss, *The World of the Favourite*, la contribution de I.A.A. Thompson proposait une manière claire et convaincante de résoudre une vieille question, peut-être la plus débattue concernant les favoris : qu'est-ce qui différenciait ceux que l'on appelait "privados" en Castille, les favoris du XVI^e siècle, des "validos", leurs homologues du XVII^e siècle ? Pour Thompson, il y avait quatre caractéristiques typiques des "validos" : le monopole dans le domaine du gouvernement et de la grâce, l'absence d'un rôle officiel prévu par l'appareil institutionnel, l'imposition en tant que centre de réseaux clientélistes s'étendant de la cour à la périphérie des royaumes, le fait d'être des acteurs politiques, c'est-à-dire des promoteurs d'une politique gouvernementale, et non simplement des courtisans.²⁶ Cette distinction théorique, cependant, n'a pas trouvé de consensus parmi les chercheurs, comme le démontrent d'ailleurs différentes collections d'essais publiées au cours des dernières décennies, dans lesquelles non seulement les favoris du XVI^e siècle sont assimilés à ceux du XVII^e siècle,²⁷ mais parfois le phénomène même du régime du ministériat semble devenir éternel et presque ahistorique, s'étendant de l'Antiquité et du Moyen Âge jusqu'aux XIX^e et XX^e siècles.²⁸

Commençant peut-être un peu plus tard que l'historiographie anglo-saxonne, l'historiographie espagnole s'est révélée la plus constante dans son attention portée à ce phénomène, qui constitue par ailleurs une partie essentielle de l'évolution politique de

25. John H. Elliott, *Richelieu and Olivares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984 ; Id., *The Count-Duke of Olivares: The Statesman in an Age of Decline*, New Haven – London, Yale University Press, 1986. Voir également John H. Elliott, José Francisco de la Peña (eds.), *Memoriales y cartas del conde duque de Olivares*, 2 vols., Madrid, Alfaguara, 1978-1981 ; John H. Elliott, Ángel García Sanz (eds.), *La España del Conde Duque de Olivares*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1990.

26. Irving A.A. Thompson, "The Institutional Background to the Rise of the Minister-Favourite", John H. Elliott, Laurence W. B. Brockliss (eds.), *The World of the Favourite*, New Haven, Yale University Press, 1999, p. 13-25. Avec la même problématique, pour le cas français : A. Lloyd Moote, "Richelieu as chief minister: a comparative study of the favourite in early seventeenth century politics", Bergin, Brockliss (eds.), *op. cit.*, p. 13-43.

27. Un exemple évident est : José Antonio Escudero (ed.), *Los validos*, Madrid, Dykinson, 2004. Cf. également Jan Hirschbiegel, Werner Paravicini (eds.), *Der Fall des Günstlings. Hofparteien in Europa vom 13. bis zum 17. Jahrhundert*, Ostfildern, Jan Thorbecke Verlag, 2004 ; Bernardo J. García García (ed.), "Fortuna y fama de los validos españoles", *Cuadernos de Historia Moderna*, n° 45, 2, 2020, p. 387-716.

28. Un exemple assez récent de cette tendance se trouve dans : Jean-François Solnon, *Histoire des favoris*, Paris, Perrin, 2019.

la monarchie des Habsbourg : de Lerma²⁹ à Uceda,³⁰ de Baltasar de Zúñiga³¹ à Olivares³² et Luis de Haro,³³ jusqu'à Nithard et Valenzuela,³⁴ on peut dire que l'historiographie espagnole n'a jamais cessé de s'intéresser au phénomène du « *valimiento* ». On ne peut pas en dire autant du reste de l'historiographie internationale, dont la discontinuité sur le sujet peut être attribuée à divers facteurs : la conviction que les favoris étaient une exception, ou une parenthèse, dans un cours historique dominé par d'autres facteurs ; la tendance à les considérer comme des éléments d'importance secondaire par rapport à d'autres jugés plus pertinents ; la difficulté à situer les favoris dans une vision de long terme, souvent consolidée et presque indiscutable, de l'évolution historique et politique des monarchies européennes. En commun, il y a l'extrême réticence des historiographies européennes à aller au-delà des cas nationaux individuels et à penser à une échelle véritablement européenne.³⁵ Près

29. Bernardo J. García García, *La pax hispanica. Política exterior del duque de Lerma*, Leuven, Leuven University Press, 1996 ; Antonio Feros, *Kingship and Favoritism in the Spain of Philip III 1598-1621*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 ; Patrick Williams, *The Great Favourite. The Duke of Lerma and the Court and Government of Philip III of Spain, 1598-1621*, Manchester, Manchester University Press, 2009 ; Alfredo Alvar Ezquerro, *El duque de Lerma. Corrupción y desmoralización en la España del siglo XVII*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2010.
30. Daniel Galván Desvaux, *Felipe IV y la defensa del valimiento. El proceso contra el duque de Uceda*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 2016.
31. Rubén González Cuerva, *Baltasar de Zúñiga. Una encrucijada de la Monarquía Hispánica (1561-1622)*, Madrid, Polifemo, 2012.
32. Manuel Rivero Rodríguez, *El conde duque de Olivares. La búsqueda de la privanza perfecta*, Madrid, Polifemo, 2017 ; Id., *Olivares. Reforma y revolución en España*, Madrid, Arzalia, 2023.
33. Rafael Valladares (ed.), *El mundo de un valido. Don Luis de Haro y su entorno, 1643-1661*, Madrid, Marcial Pons, 2016 ; Alistair Malcolm, *Royal Favoritism and the Governing Elite of the Spanish Monarchy, 1640-1665*, Oxford, Oxford University Press, 2017 ; Giuseppe Mrozek Eliszczewski, "Ripensare il valimiento. Don Luis de Haro nella più recente storiografia", *Storica*, n° 67/68, 2017, p. 171-192.
34. Rafaella Pilo, *Juan Everardo Nithard y sus «Causas no causadas». Razones y pretextos para el fin de un valimiento*, Madrid-Córdoba, Sílex-Cajasur, 2010 ; María del Carmen Sáenz Berceo, *Confesionario y poder en la España del siglo XVII: Juan Everardo Nithard*, Logroño, Universidad de la Rioja, 2014 ; sobre Valenzuela, voir en particulier les études d'Antonio Álvarez-Ossorio Alvaríño, par exemple "De conductor de embajadores a privado: Fernando de Valenzuela y las redes diplomáticas en la corte de Mariana de Austria", Cristina Bravo Lozano, Antonio Álvarez-Ossorio Alvaríño (eds.), *Los embajadores: representantes de la soberanía, garantes del equilibrio, 1659-1748*, Madrid, Marcial Pons, 2021, p. 49-79.
35. À cet égard est exemplaire le cas de l'historiographie française. Peu d'études ont tenté d'apporter une lecture politique des gouvernements des actions des favoris orientée vers l'établissement d'un grand État moderne : des exceptions ont été les recherches d'Arlette Jouanna, *Le devoir de révolte. La noblesse française et la gestation de l'État moderne, 1559-1661*, Paris, Fayard, 1989 ; Hélène Duccini, *Concini, grandeur et misère du favori de Marie de Médicis*, Paris, Albin Michel, 1991 ; Id., *Faire voir, faire croire. L'opinion publique sous Louis XIII*, Seyssel, Champ Vallon, 2003 ; Christian Jouhaud, *Mazarinades. La Fronde des mots*, Paris, Editions Aubier, 2009 ; Hélène Fernandez-Lacôte, *Les procès du Cardinal de Richelieu. Droit, grâce et politique sous Louis le Juste*, Paris, Champ Vallon, 2010 ; Olivier Poncet, *Mazarin l'Italien*, Paris, Tallandier, 2018. Ces dernières années, ce sont surtout des chercheurs étrangers qui se sont intéressés aux favoris français les plus importants : Carlo Fabbri, *Concino Concini maresciallo d'Ancre. Ascesa e caduta di un gentiluomo toscano alla*

de quatre-vingt-dix ans après les réflexions de Roger B. Merriman, l'historiographie a encore du mal à voir les six révolutions contemporaines du XVII^e siècle, et toute la lutte politique et la contestation du pouvoir des favoris qui les ont suivies, comme un phénomène unissant toute l'Europe ; tout cela est encore perçu plutôt comme une somme de cas nationaux individuels.³⁶

Face à ces approches, cet ouvrage vise à offrir une image globale et aussi intégrée que possible d'un phénomène européen, en l'abordant sous un angle particulier : la production de textes écrits sur le ministériat. Il existe encore de nombreuses sources, tant imprimées que manuscrites, qui peuvent compléter et peut-être transformer notre compréhension de ce phénomène et de son impact à la fois sur les élites et sur une opinion publique naissante. C'est le constat qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine qui nous a poussés à proposer le colloque qui a eu lieu du 13 au 15 octobre 2022 au Collège d'Espagne, à Paris. Certaines des communications présentées et discutées à cette occasion constituent la base des textes qui composent cet ouvrage.

Notre volume commence par la présentation et la revendication par Francesco Benigno de la spécificité du ministériat en tant que système politique en Europe au XVII^e siècle, insistant sur ses différences par rapport à tout type de faveur ou de délégation de pouvoir du monarque à des moments historiques antérieurs ou postérieurs à cette période. Il s'agirait d'un mode de gouvernement qui exige une étude comparée et approfondie couvrant tout le continent européen. Ce travail, évidemment, devrait aller au-delà des études nationales ou de certaines initiatives plus larges, mais peu développées jusqu'à présent. Sa réalisation montrerait très probablement l'impact de l'essor du ministre favori sur les conflits tumultueux de cette période et, bien sûr, les changements décisifs qu'il a provoqués dans les systèmes de gouvernement contemporains.

corte di Francia (1600-1617), Firenze, Aska, 2014 ; Sharon Kettering, *Power and Reputation at the Court of Louis XIII. The Career of Charles d'Albert, duc de Luynes (1578-1621)*, Manchester, Manchester University Press, 2008 ; Stefano Tabacchi, *Mazzarino*, Roma, Salerno editrice, 2015 ; Id., *Richelieu*, Roma, Salerno editrice, 2023. Pendant ces mêmes années, de manière non fortuite, certains historiens français ont préféré se pencher sur d'autres cas "nationaux" de favoris, en particulier espagnols : Paloma Bravo, *L'Espagne des favoris (1598-1645). Splendeurs et misères du valimiento*, Paris, Presses universitaires de France, 2009 ; Raphael Carrasco, *L'Espagne au temps du valido*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2009 ; Rudy Chaulet (éd.), *L'Espagne des validos (1598-1645)*, Paris, Édition Ellipses, 2009 ; Christian Andrés (éd.), *Autour de l'Espagne des Validos*, Paris, Indigo, 2009 ; Ricardo Saez (éd.), *L'Espagne des validos 1598-1645*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009 ; Hélène Tropicé (éd.), *La représentation du favori dans l'Espagne de Philippe III et Philippe IV*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2010 ; Rafaèle Audoubert et Gilles Del Vecchio (éd.), *Comprendre ¿Cómo ha de ser el privado ? de Francisco de Quevedo*, Saint-Etienne, Presses universitaires de Saint-Etienne, 2011 ; Annie Molinié (éd.), "Le roi et son double. Le valimiento en Espagne au XVI^e siècle", *XVII^e siècle*, n° 256, 2012.

36. Une tentative partiellement réussie d'une lecture européenne du régime du favori a été celle de Ramón Sánchez González, *La Europa de los validos*, Madrid, Editorial Síntesis, 2019. L'étude de ce même sujet dans le monde allemand entre les XVI^e et XVII^e siècles a été fait par Michael Kaiser, Andreas Pečar (eds.), *Der Zweite Mann im Staat*, Berlin, Duncker & Humblot, 2003. Comme exemple d'une étude centrée sur un favori à la cour impériale, voir le récent livre de Michael Haberer, *Kardinal Khlesl. Der Richelieu des Kaisers*, Norderstedt, Books on Demand, 2022.

Les travaux suivants sont regroupés en deux sections : “Représentations et critiques des favoris” et “Discours de la faveur”. La première comprend dix contributions, que nous avons ordonnées selon la chronologie des personnages étudiés. Celle de Daniel Galván Desvaux, se concentre sur la figure du duc d’Uceda, qui est présenté comme un favori de transition. Les nuances et contradictions avec lesquelles sa figure est traitée à la Cour pourraient avoir signifié une évolution d’une version du « *valimiento* » - celle de Lerma - qui laisse peu de place au monarque dans la prise de décisions, à une autre où celui-ci instrumentalise le favori et récupère en grande partie son pouvoir d’action.

La représentation d’Olivarès a été étudiée fréquemment, en particulier dans les portraits réalisés par Velázquez ou dans l’œuvre où il apparaît aux côtés du roi de Juan Bautista Maino, mais il y a d’autres représentations plus modestes et tout aussi significatives. Margarita Ana Vázquez Manassero analyse une gravure, représentant Olivarès, du livre *Extremos y grandezas de Constantinopla* (1638) de Jacob Cansino. Dans la gravure, le favori de Philippe IV apparaît comme le destructeur du mal, attaquant avec son épée un serpent. Dans la dédicace, Cansino, de confession juive, remercie son protecteur de l’avoir défendu contre ses ennemis. Ce qui attire particulièrement l’attention de l’auteure, c’est le caractère central de la figure du comte-duc dans la gravure et la présence de symboles qui l’assimilent implicitement à la figure du monarque.

On ne prête pas toujours attention à l’effort que représente le chemin vers l’obtention de la faveur royale. La contribution de Marcelo Paulo Correa illustre précisément les stratégies de propagande et d’activité au sein de la Cour de ceux qui aspirent à la faveur ; plus précisément, les efforts malheureux d’un courtisan distingué, le comte de Castrillo, ayant eu la fonction éminente de vice-roi à plusieurs reprises, pour construire une image de lui-même qui le place parmi les candidats potentiels à cette faveur. Avec si peu de chance, pour ce candidat zélé et méritant, qu’en 1661, lorsque ses espoirs auraient pu être comblés après la mort de don Luis de Haro, le monarque décide de ne déléguer son pouvoir à aucun autre favori.

Face aux études sur la faveur conditionnée d’Uceda et sur la faveur avortée de Castrillo, Rafaella Pilo analyse la faveur dissimulée de Nithard. La reine régente, Mariana de Austria, tente de simuler son rôle en le nommant à la *Junta* de gouvernement, tandis que ses ennemis et, en particulier, don Juan José de Austria, n’arrêtent pas de dénoncer ses agissements, l’attaquant lui et, indirectement, la régente elle-même.

De son côté, Manuel Rivero montre l’une des démarches les plus abouties de la part d’un favori pour faire front aux soubressauts de la politique et au jugement de l’histoire. Son travail analyse la lutte acharnée d’Olivarès pour défendre sa personne et son action politique, tout en soulignant l’utilité du rôle du favori dans la politique de l’époque.

Olivarès, dans les mots et les illustrations de l’œuvre de Cansino, comme dans les procédés évoqués par Manuel Rivero, se sert des autres pour exalter sa figure et son action gouvernementale. Face à cette tactique, Adriana Beltrán del Río étudie le

rôle exceptionnel de Fernando de Valenzuela, tant dans sa façon de se défendre en agissant et prenant directement la plume, en même temps qu'il exerce ses fonctions, que dans sa tentative de rédemption après sa chute en disgrâce et son exil.

Aussi, ceux qui ont, entre autres missions, la tâche d'observer et de rendre compte de l'action des favoris doivent apprendre à surmonter des difficultés. Julien Régibeau examine les actions complexes des nonces apostoliques, pris entre leur propres sympathies et liens personnels et les exigences de l'orientation de la politique romaine. À cet égard, le cas de Niccolò Guidi di Bagno, nonce apostolique pendant le pontificat d'Innocent X, est exemplaire. En effet, Guidi di Bagno est partagé entre la vision sûrement positive qu'il a de Mazarin et sa fidélité envers un pape qui manifeste une hostilité croissante envers le favori de la reine régente.

Si quelque chose caractérise le destin de tous les favoris, c'est leur capacité à susciter la haine et l'agressivité d'une partie de leurs contemporains. C'est la question abordée par les travaux d'Emmanuel Lemée et de Vincenzo Lagioia. Dans sa contribution, Emmanuel Lemée explore la campagne de propagande contre le catholique James Stuart pendant le règne de son frère, Charles II. L'opinion publique et ses opposants au Parlement le considèrent comme le favori du monarque et cherchent à éviter qu'il ne devienne son successeur. La similitude entre l'avalanche de pamphlets contre lui, futur prétendant au trône anglais, et les « mazarinades » – bien que sans l'humour caractéristique de celles-ci – se manifeste dans les particularités formelles de ces textes et dans leur diffusion massive.

Allant au-delà des limites temporelles des autres études de ce volume, le travail de Vincenzo Lagioia est consacré à la figure du grand-duc de Toscane, Gian Gastone de Médicis, et à son entourage de favoris, présidé par son ancien laquais, Giuliano Dami. Son analyse se concentre sur la manière dont, malgré les qualités de dirigeant reconnues par ses contemporains, une image de plus en plus infâme et détaillée de lui se construit, fondée sur le récit de ses comportements sexuels.

Au-delà des représentations qui émergent des écrits sur des personnages historiques spécifiques, traités jusqu'à présent, la deuxième section de notre publication, qui comprend cinq travaux, est consacrée à l'étude des « Discours sur la faveur ». La base de ces contributions est constituée par des textes qui présentent ou impliquent une réflexion sur ce sujet au cours du XVII^e siècle.

Autant Tierno Galván³⁷ que José Antonio Maravall³⁸ ont réalisé des études pionnières dans l'analyse de la production de divers traités politiques espagnols du XVII^e siècle. À leur suite, d'autres chercheurs, dont Fernández Santamaría³⁹, ont également contribué à ce domaine de recherche. Cependant, de nombreux textes traitant du sujet de la faveur royale de cette période, en Espagne et dans d'autres pays européens, restent

37. Enrique Tierno Galván, "El tacitismo en las doctrinas políticas del siglo de oro español", *Anales de la Universidad de Murcia*, 1947-1948, p. 895-988.

38. José Antonio Maravall, *Teoría del Estado en España en el siglo XVII*, Madrid, Centro de estudios constitucionales, 1997 (1e éd. 1944).

39. José Fernández Santamaría, *El Estado, la guerra y la paz. El pensamiento político español en el Renacimiento*, Madrid, Akal, 1997.

à étudier. Dans cette lignée, le premier chapitre de cette section, rédigé par Giuseppe Mrozek Eliszczynski et consacré au *Laberinto de Corte* (1609) de Giulio Antonio Brancalasso, explore une œuvre qui pourrait être considérée comme l'un des premiers écrits résumant les arguments des premiers traités sur la faveur royale existants à cette époque.

Suivant la même logique, on trouve le travail de Lorenzo Comensoli Antonini, consacré à l'étude d'un exemple de l'utilisation de modèles anciens pour aborder le thème des favoris royaux au xvii^e siècle. Il s'agit d'un pamphlet anonyme, *Séjanus français*, dont il détermine les références précises et le contexte politique. L'objectif des attaques de ce libelle ne serait pas, comme on le croit généralement, Concino Concini, mais l'homme fort du moment dans la monarchie française, le chancelier Nicolas Brûlart de Sillery.

En continuant avec l'effort de contextualisation nécessaire des écrits politiques de cette période, Ezequiel Borgognoni étudie une lettre attribuée à Diego Hurtado de Mendoza. Outre le fait de remettre en question la date de rédaction de ce texte et le nom de l'auteur, il réalise l'analyse des arguments qui y apparaissent pour soutenir et légitimer le ministériat, en particulier lorsqu'il est entre les mains de religieux.

De manière analogue, Olivier Jouffroy présente et clarifie un texte du jésuite, professeur au Collège impérial de Madrid, Claude Clément. Ce long pamphlet, de plus de cent pages, intitulé *Atroces hechos de impíos tyranos* de 1635, apparaît comme une attaque en règle contre une stratégie française basée sur des alliances avec des infidèles et des protestants.

Pour finir, Rubén González Cuerva, allant au-delà de l'existence reconnue de nombreuses pièces théâtrales dédiées à la faveur, explore celles qui présentent une figure analogue, mais dans le monde musulman. Il observe la complexité d'un discours politique variable, implicite dans ces œuvres dramatiques mettant en scène des vizirs et des beys.

Ce recueil d'études, loin de traiter exhaustivement la question du favori royal, illustre selon nous la nécessité de pousser plus loin les recherches sur ce phénomène du xvii^e siècle en Europe, comme le soutient avec vigueur Francesco Benigno dans les pages de ce volume. Il serait intéressant, surtout, de comprendre la modernité et la transgression inédite que pouvait représenter le fait que les monarques de cette période acceptassent naturellement de ne pas disposer des qualités nécessaires pour assumer des tâches gouvernementales qui dépassaient leurs forces ou leurs capacités, comme on peut le deviner, malgré leurs justifications, dans la correspondance entre Philippe IV et la religieuse María de Jesús de Ágreda.⁴⁰ Après tout, c'était une manière d'assumer que la survie de la monarchie dépendait de sa capacité à imaginer de nouvelles façons de s'organiser. Par exemple, un dirigeant ayant la vocation et la formation nécessaires prendrait en charge effectivement les plus hautes responsabilités

40. "Este modo de gobierno ha corrido en todas cuantas monarquías, así antiguas como modernas, ha habido en todos tiempos, pues en ninguna ha dejado de haber un ministro principal o criado confidente de quien se valen más sus dueños", María de Jesús de Ágreda, *Correspondencia con Felipe IV. Religión y razón de Estado*, Madrid, Castalia, 1991, p. 120.

gouvernementales et pourrait choisir efficacement ses collaborateurs, devenant ainsi le chef d'une faction qui aurait évidemment ses opposants et ses leaders alternatifs. Cet exercice de modestie du monarque, suggéré autrefois par Castiglione⁴¹, pourrait peut-être être accompagné d'une vision utilitariste, sur le plan politique, de la religion – comme le suggère la montée du tacitisme et la véhémence de ses opposants –⁴² plus acceptable pour un favori que pour le monarque lui-même, fait roi par la grâce de Dieu. On peut se demander si le phénomène du favoritisme n'aurait pas pu être une forme de sécularisation et de rationalisation de la monarchie de l'Ancien Régime qui n'a pas réussi à s'imposer en raison des résistances qu'elle suscitait.

Cependant, la plupart des favoris ont-ils choisi le modèle approprié pour accomplir leur tâche ? Est-il vrai que leurs ambitions personnelles et leur situation précaire les ont poussés à susciter des conflits de manière excessive, comme le suggère Francesco Benigno, et comme le déplore et donne pour acquis un diplomate et écrivain éminent du XVII^e siècle⁴³, nous pouvons toujours nous interroger sur le sens du rejet qu'ils ont suscité et nous demander si ce n'était pas le manque d'audace des penseurs politiques de l'époque qui a empêché une prise en charge claire et justifiée de leurs fonctions.

Sans doute, toutes ces questions sont présentes entre les lignes ou de manière évidente dans l'ensemble de ces travaux, où l'on perçoit, entre autres : les efforts considérables d'Olivarès et de Valenzuela pour donner une image positive d'eux-mêmes ; le rejet véhément que suscitaient dans les cercles de pouvoir, et au-delà,

41. Devant les conseils d'Ottaviano Fregoso, expliquant les préceptes qu'il donnerait au prince – après l'avoir sorti de l'ignorance dont beaucoup souffrent "siendo inorantísimos en el gobierno" (p. 303) – pour gouverner, César Gonzaga souligne que les tâches du prince ne sont pas celles d'un gouverneur, raison pour laquelle il devrait déléguer les obligations quotidiennes du gouvernement à d'autres et garder uniquement celles qui renforceraient son prestige (p. 324-326), Baltasar de Castiglione, *El cortesano*, Madrid, Espasa-Calpe, 1984. Pour une étude plus approfondie du thème du favori chez Castiglione cf. Manuel Borrego, *Privanza et valimiento en Espagne : mots, figures et étapes d'un discours (1252-1622)*, Montpellier, 2010 [travail inédit d'habilitation en ligne : <https://univ-fcomte.hal.science/tel-03437700>].

42. Beatriz Antón Martínez, *El tacitismo en el siglo XVII en España. El proceso de receptio*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1992; Manuel Borrego, "Pedro de Rivadeneira devant l'émergence des politiques", *Les limites des siècles. Champs de forces conservatrices et régressives depuis les temps modernes*, Besançon, Presses Universitaires Franc-Comtoises, 2001, p. 119-130 ; et du même auteur, "La heterogénea presencia de Justo Lipsio en los tratados políticos españoles de los siglos XVI y XVII", Mercedes Blanco-Morel et Marie Françoise Piéjus (éd.), *Les Flandres et la culture espagnole et italienne aux XVI^e et XVII^e siècles*, Lille, Université Charles-de-Gaulle, 1998, p. 215-240.

43. Il s'agit de Saavedra Fajardo, qui exprime dans ses *Empresas* son rejet du régime du favori : "He escrito, Serenísimo Señor, las artes de los validos, pero no cómo se ha de gobernar con ellos el príncipe, por no presuponer que los haya de tener" (empresa 50) ; et après avoir dressé un bilan des actions de Richelieu et des désastres qu'elles ont causés en Europe, il s'exclame : "¡a qué fines se encamina tal variedad de accidentes, desiguales a sus causas! No acaso está en manos de validos el manejo de Europa." (empresa 50), Diego Saavedra Fajardo, *Empresas políticas*, Madrid, Cátedra, 1999, p. 607 y p. 609. Concernant la position de Saavedra Fajardo vis-à-vis du régime du favor et de son évolution cf. Manuel Borrego, "Saavedra Fajardo y las artes del valimiento", *Crítica Hispánica*, 2010, n° 32, 2, p. 17-39.

Nithard, James Stuart ou Mazarin ; les doutes de Philippe III sur les responsabilités qu'il devait céder à Uceda ; la perplexité d'un nonce papal, divisé entre ses affections et sa loyauté envers le pape ; le travail d'un Italien comme Brancalasso, contemporain de Lerma, qui donne une vision à la fois normalisée et néfaste du favoritisme ; l'utilisation de figures historiques pour légitimer ou discréditer ceux qui occupent ou s'approchent du rôle de favori exclusif ; les accusations de trahison des principes et de la religion visant à affaiblir les favoris ; l'élaboration d'un discours sur le bon dirigeant dans lequel, parfois, on ignore son caractère d'ennemi de la foi.